

MEMOIRE: QUAND LA FRANCE PARQUAIT LES ALGERIENS

II- La guerre psychologique

PAR MAHFOUD BENOUNE (*)

Le premier programme général de formation du centre d'Arzew mettait l'accent sur des données empiriques relatives à la situation révolutionnaire en Algérie, ainsi que sur les stratégie et tactique militaires.

Puis progressivement, le programme fut orienté vers la formation intensive dans des domaines voisins tels que la guerre psychologique, l'Islam, la société algérienne et sa culture. Sous la direction du colonel Bruges, un vétéran de la guerre d'Indochine, les officiers entreprirent l'étude systématique des écrits de Mao ainsi que d'autres doctrines contre-révolutionnaires, tout en les complétant par divers travaux théoriques relatifs au conditionnement sociopsychologique. Les idées qu'ils trouvèrent dans ces écrits furent intégrées, adaptées et immédiatement appliquées sur le terrain. Selon Alf Heggoy, un Américain qui a non seulement fait l'éloge de la doctrine contre-révolutionnaire française, mais l'a aussi vulgarisée, «les officiers finirent par comprendre que les considérations militaires seules n'apporteraient pas une solution à la guerre.»(10) Vers 1960, le programme du centre d'Arzew comportait trois domaines d'instruction : la nature du conflit militaire, le contexte sociopolitique de la guerre avec ses dimensions interne et externe, et les théories de la guerre révolutionnaire et leur application. Le premier portait sur la discussion des statistiques des victimes de chaque partie à des périodes données. Les conférences et discussions animées par des spécialistes montraient que l'insurrection était le résultat de contradictions sociales et politiques ainsi que de l'influence de certaines forces internationales. «Parmi les influences étudiées figuraient le développement de la guerre révolutionnaire, le communisme mondial... Les conférences portaient également sur les caractéristiques principales de la société algérienne, l'organisation et l'histoire de l'ennemi et l'action psychologique.»(11) Ainsi, puisqu'il était admis que les paysans «formaient l'épine dorsale de l'ALN, beaucoup de commandants de région et de secteurs pensaient qu'il n'y avait pas d'autre moyen de mettre un terme à cet état de choses que d'appliquer la méthode de Mao : «Le rebelle vit parmi la population comme un poisson dans l'eau ; évacuez l'eau et le poisson mourra.»(12) Lorsqu'en 1956, le gouvernement français réalisa que «la rébellion algérienne n'était pas une simple jacquerie paysanne, mais une authentique guerre révolutionnaire, conforme aux principes d'une guerre populaire qui nécessitait et induisait la mobilisation générale du peuple, ce qui permit à l'ALN non seulement d'attaquer et de causer d'importantes pertes humaines dans les rangs de l'ennemi mais aussi de désorganiser l'administration coloniale, il demanda à Robert Lacoste de céder tous les pouvoirs à l'armée. Ainsi, celle-ci reçut l'ordre de «poursuivre le travail politique et psychologique». Lacoste considérait cette tâche «aussi importante que son activité opérationnelle pure».(13) Désormais, les officiers de la guerre psychologique allaient avoir carte blanche pour appliquer les théories de la guerre révolutionnaire.

La guerre psychologique en action

Conformément aux différentes théories psychosociologiques et la formule de Mao qui souligne que les masses rurales constituent le levain de la lutte armée authentique contre le colonialisme, le haut commandement militaire français donna l'ordre à ses officiers sur le terrain de déloger les paysans de leurs villages et de les faire surveiller de près par les officiers SAS, le but étant à la fois de les empêcher de renforcer les maquis, comme d'informer, guider, nourrir et loger les membres de l'ALN.(14) Dès le début des opérations de déracinement, le but principal de l'armée coloniale répondait à des considérations stratégiques. Dans un premier temps, il s'agissait d'isoler les paysans des «hors-la-loi» en maintenant sur eux une surveillance de tous les instants dans les centres de regroupement. A plus long terme et dans une perspective de lutte anti-insurrectionnelle, il fallait réduire la volonté des captifs de combattre, ou agir sur leur loyauté à l'égard de l'organisation s'ils ne basculent pas dans le camp de la puissance coloniale, en les soumettant à une «opération chirurgicale de type social». En outre, il y'avait un aspect propagande en direction de l'opinion internationale pour

social». En outre, il y avait un aspect propagande en direction de l'opinion internationale pour la gagner à la thèse de la pacification après que les dévastations, les tueries systématiques et le génocide provoqués par la stratégie militaire des zones interdites furent de notoriété publique. En effet, une note officielle la 146/GRP déclare que «il sera plus commode, chaque fois que cela sera possible, de ne pas le faire isolément des autres actions entreprises pour le regroupement en les présentant comme des progrès dans l'agriculture, l'organisation communale, l'habitat, l'école, les services de santé». Des déclarations furent faites dans ce sens pour donner l'impression que les paysans avaient fui de leur propre gré les rebelles pour se placer sous la protection des militaires français dans leurs postes. En 1962,

2 350 000 paysans, soit 26,1% de la population musulmane totale, étaient rassemblés dans les camps de regroupement. Leur déracinement fut le résultat de grandes opérations militaires. En plus des regroupés, au moins 1 175 000 personnes auraient également quitté leurs terroirs, soit 3 525 000 au total, représentant 50% des ruraux. En effet, lorsque il devint patent que l'armée coloniale avait complètement perdu le contrôle de zones rurales, l'état-major général déclara ces dernières «zones interdites». Après octobre 1956, elles furent désignées sous le vocable de «zones ouvertes en permanence au feu de toutes les armées : infanterie, forces aériennes etc. ; ce qui revenait à dire que toute personne qui s'y trouvait était considérée rebelle».(15) Ces actions de terreur étaient régulièrement suivies par des opérations de ratissage d'envergure et les survivants menés de force vers les centres de regroupement entourés de barbelés et de fortifications minées ; leurs villages étaient systématiquement détruits. Cette stratégie de la «terre brûlée» avait pour objectif la destruction de la vie socioéconomique des paysans. Ainsi, leurs bêtes étaient soit tuées par les avions de guerre français dans les pâturages, soit saisies puis abattues. Quant aux maisons, elles étaient soit soufflées par les bombes soit entièrement brûlées. Dès l'année 1956, je fus personnellement témoin de telles destructions dans le Nord constantinois. En février 1956, les troupes françaises investirent notre village et surprirent les habitants dans leur sommeil. Au cours de cette opération, 19 paysans furent tués par balles. Le lendemain, La dépêche de Constantine rapportait que 45 «hors-la-loi» armés avaient été tués par les forces de l'ordre dans un violent accrochage. Quelques mois plus tard, en août 1956, l'armée coloniale monta une autre opération d'envergure qui se poursuivit durant trois jours, contre une vaste région rurale située entre Constantine, El Milia et Skikda. Dans deux hameaux seulement, Beni Sbih et Bni Tlilan, on dénombra 69 civils sans défense tués. De nouveau, le même quotidien titrait à la une : «Des hors-la-loi armés ont été tués dans une bataille sans merci au sud-est d'El Milia.» Dans les deux cas, les maisons des victimes furent détruites. A partir de la fin de 1958, le gouvernement français, sous l'impulsion du général de Gaulle, lança «les grandes opérations Challes». Elles «touchèrent durement les populations. Sous prétexte que rebelles et paysans se confondent très souvent, on baptisait facilement suspects tous les paysans bergers que l'on rencontrait, ce qui mettait plus à l'aise pour les torturer et les abattre. Le soir, dans le BRQ, on écrivait, au besoin, qu'ils étaient porteurs d'une grenade : personne ne venait vérifier ! Des massifs entiers furent investis et passés au peigne fin».(15b) De telles opérations visaient le déracinement de la population rurale et sa concentration dans des camps de regroupement. Ces derniers étaient éloignés des hameaux de maisons de 1 à 120 kilomètres. Plus tard, sous de Gaulle, ils furent rebaptisés «la politique des mille villages» et présentés au monde extérieur comme une action humanitaire motivée par la mission civilisatrice de la France.(A suivre)

(*) Universitaire chercheur

10. A. A. Heggoy, *Insurgency and Counterinsurgency in Algeria* (Bloomington : Indiana University Press, 1972), p. 177

11. *Ibdi.*, p.178

12. Florentin, *Le Commandant, Rapport Officiel du 11 décembre 1960*, p.62

13. Heggoy, *op.cit.*, p89

14. P. Bourdieu et A. Sayad, *Le Déracinement : La Crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie* (Paris : les Editions de Minuit, 1964), p.11

15. Talbo-Bernigaud, *les Zones Interdites, Les Temps Modernes* (1961), pp. 714-715

15b. Cornaton, *op.cit*

M. B.

